

La victoire du Hamas : de l'angoisse à un timide espoir

Jean-François Daguzan, Maître de recherche

(04 avril 2006)

La victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 ne fut une surprise que pour ceux qui ne savaient ou ne voulaient rien voir. De fait, les retards successifs pris dans l'organisation de ces élections par le pouvoir palestinien montraient bien que celui-ci appréhendait le verdict des urnes dont les résultats des municipales du 15 décembre 2005 (victoires à Naplouse et Jenine – poussée partout ailleurs) avaient donné un avant goût. Cet événement doit être analysé à plusieurs niveaux.

Les raisons de la victoire

Tout d'abord, les électeurs palestiniens sanctionnent un pouvoir déconsidéré. Jamais Yasser Arafat n'a pu se défaire des habitudes de la clandestinité et mettre en place une organisation administrative moderne, non corrompue et susceptible de répondre aux attentes de la population. Le quadrillage, le mur ou barrière de sécurité n'ont fait qu'aggraver une situation de déliquescence, ils ne l'ont pas créée ; et si les murs des bâtiments publics ont été cassés, l'intérieur (hélas) l'était auparavant. Le Hamas a eu beau jeu de se présenter comme un mouvement social et honnête mettant les principes vertueux du Coran en exergue dans la vie de tous les jours. Comme le souligne Barry Rubin, « à peu près la moitié de ceux qui ont voté pour le Hamas l'a fait en raison de son soutien pour des opinions politiques et l'autre moitié à cause de son dégoût envers le Fatah »¹.

Ensuite, au plan tactique, il est le fruit du travail de sape de l'administration Sharon qui, à partir de son arrivée au pouvoir après le déclenchement de l'Intifada des Mosquées, a systématiquement brisé l'administration palestinienne et le Fatah qui en représentait son épine dorsale. L'ancien parti de Yasser Arafat n'est plus qu'un conglomérat de

¹ « Briefing : le Hamas au pouvoir », *Meria*, (revue internet), 24 février 2005, p. 1.

clans de quartiers en lutte pour le pouvoir, l'argent et la prébende.² Cette tactique correspondait à la volonté d'identifier la cause palestinienne avec le terrorisme jihadiste international. Si Arafat = Ben Laden ne marchait pas³, Hamas = Ben Laden pouvait marcher. La répression israélienne s'inscrivait alors naturellement dans la guerre globale contre « la Terreur ». Moins cyniquement, il s'agissait aussi, peut-être, d'avoir, derrière un discours dramaturgique, le véritable interlocuteur crédible en face de soi et de le contraindre à prendre des responsabilités de pouvoir.

Enfin, au plan général. La victoire du Hamas ne fait que réfléchir un état de fait sociologique commun à tout le monde arabe (à l'exception de l'Algérie) qui verrait la victoire des islamistes politiques dans toutes les élections si celles-ci étaient organisées librement, ou si elles étaient organisées tout court. Nous avons en 2005 mis l'accent sur cette contradiction fondamentale (mais en est-ce bien une ?) du discours américain sur la nécessaire démocratisation du *Broader Middle East* en ces termes :

« L'autre question, corrélative à la première est que, globalement, les opinions publiques sont largement gagnées par l'islamisme politique (on ne parle pas ici d'islamisme spécifiquement radical), mais ce courant politique tend à s'imposer actuellement comme la seule alternative à des régimes à bout de souffle. De ce point de vue, les victoires politiques écrasantes des islamistes en Turquie sont là pour le démontrer. Les États arabes demeurent donc confrontés à cette aporie décrite, entre autres, par Henry Laurens : la démocratie favorise l'islamisme politique – l'autoritarisme, l'islamisme radical »⁴

La montée en puissance des partis sous le couvert desquels se sont présentés les Frères musulmans en Egypte est une bonne illustration de cette évolution.

La seule chose qui semble avoir surpris les observateurs attentifs, voire le Hamas lui-même) est l'amplitude de sa victoire, sachant combien le bourrage des urnes ou les rééquilibrages post-électoraux sont monnaie courante dans cette région.

Le Hamas est-il soluble dans le gouvernement ?

Pour l'instant le succès du Hamas (en dehors de sa dimension résolument sociale et humanitaire) a été l'opposition à l'Autorité palestinienne et,

² Voir notamment, Jean-François Legrain, « Le Hamas sur la scène politique », *Le Monde* du 31 janvier 2006.

³ Arafat avait bien perçu le danger, qui, le 12 septembre 2001, donnait son sang sous les caméras pour aider les victimes des attentats américains.

⁴ Jean-François Daguzan, « États-Unis/Union européenne : les enjeux du 'remodelage' du 'Grand Moyen-Orient' », FRS, *Annuaire stratégique et militaire 2005*, Éd. Odile Jacob, Paris, p. 160. La référence à l'article de Henri Laurens est : *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre d'Irak*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 291.

surtout, l'opposition armée à Israël (notamment à travers la généralisation des attentats suicides) et l'exaltation de ses martyrs dont son chef spirituel, le Cheick Yassine, tué par un assassinat ciblé israélien ainsi que son successeur.

Désormais, assumer le choix du pouvoir va obliger ce mouvement à poser quelques questions de fond. La première est la base théorique fondatrice de ce parti. La destruction d'Israël est posée comme principe. Ce principe n'est pas différent de celui de la Charte de l'OLP de l'origine (articles 19-22). C'est Arafat qui fit abolir ce principe (déclaration de Paris de 1989). Ce qu'un acte politique a fait, un autre peut le défaire.⁵ Fin 2003, le Cheick Yassine avait accepté le principe d'une « trêve » sans limite de temps, « pour peu qu'Israël revienne aux frontières de 1967. »⁶

L'autre problème est que le Hamas va devoir gouverner. Perpétuel opposant, il aura profité sans rien proposer des faiblesses de l'OLP en se montrant toujours plus pur, radical ou moral. Désormais se colleter au challenge d'une économie détruite, d'une administration à reconstruire et des besoins immenses d'un peuple palestinien épuisé à la démographie importante est un tout autre enjeu. Le Hamas va devoir apprendre le jeu du compromis. On peut imaginer que ce compromis va se dissimuler derrière une islamisation renforcée des apparences de la société palestinienne.

Pour l'instant la radicalisation des deux bords est en marche. Le gouvernement israélien a gelé la rétrocession des impôts palestiniens et a engagé une tournée des capitales pour convaincre les pays qui soutiennent l'autorité palestinienne d'interrompre leur assistance. Cette démarche s'est révélée pour l'instant infructueuse. Les États-Unis sont particulièrement embarrassés de cette situation.

La nouvelle donne israélienne : un unilatéralisme relatif ?

La victoire, le 28 mars dernier, de Kadima (le nouveau parti de Sharon et, désormais, de Ehoud Olmert) et des travaillistes, élargit cependant la donne. L'annonce de la rectification unilatérale des frontières et de son tracé définitif ouvre peut-être la voie à la négociation. Mahmoud Abbas ne s'y est pas trompé qui a rejeté le principe de l'unilatéralisme et fait des propositions.

Côté Hamas, la visite du numéro deux du bureau politique du mouvement, Abou Marzouk, a marqué le durcissement des positions après une période d'atermoiements : « Nous pensons qu'Israël n'a pas le droit d'exister » a-t-il affirmé devant un auditoire arabe⁷.

⁵ Lettre à Isthak Rabin du 9 septembre 1993. Ceci étant, il y a un débat scholastique pour savoir si les articles incriminés de la charte ont bien été supprimés. L'abrogation semble avoir été confirmée par le bureau politique mais pas ratifiée par l'Assemblée.

⁶ Jean-François Legrain, « Le Hamas sur la scène politique », op. cit.

⁷ *Libération* du 5 mars 2006.

Cependant, la fenêtre est sans doute entr'ouverte. Le responsable du Hamas renvoie l'ouverture de discussions au retour aux frontières de 1967, de celui des réfugiés et de la destruction du mur. Donc, cette phase de positionnement radical est certainement une phase d'observation.

Ishtak Rabin a pu dire que l'on ne négocie qu'avec ses ennemis. Après avoir considéré Arafat comme l'homme à abattre (et avoir tout fait pour y parvenir), Israël s'est accommodé de son vieil adversaire. L'espace de compromis devrait donc exister avec ce nouvel ennemi « avec qui on ne peut pas négocier ».

Il est vraisemblable que le destin du Hamas ne soit pas différent de celui des organisations politiques violentes qui embrassent le pouvoir. La majorité de ses membres voudra gouverner et durer. Une minorité refusera tout compromis et cherchera à radicaliser la relation avec Israël par la multiplication des attentats suicides. La situation en Irak n'améliorera pas l'ambiance générale de la région.

C'est donc une nouvelle période de tension qui s'annonce. Mais désormais les vrais interlocuteurs sont face à face. C'est donc l'épreuve de vérité qui vient de commencer pour la paix comme pour la guerre... Mais une fenêtre semble s'entrouvrir.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.